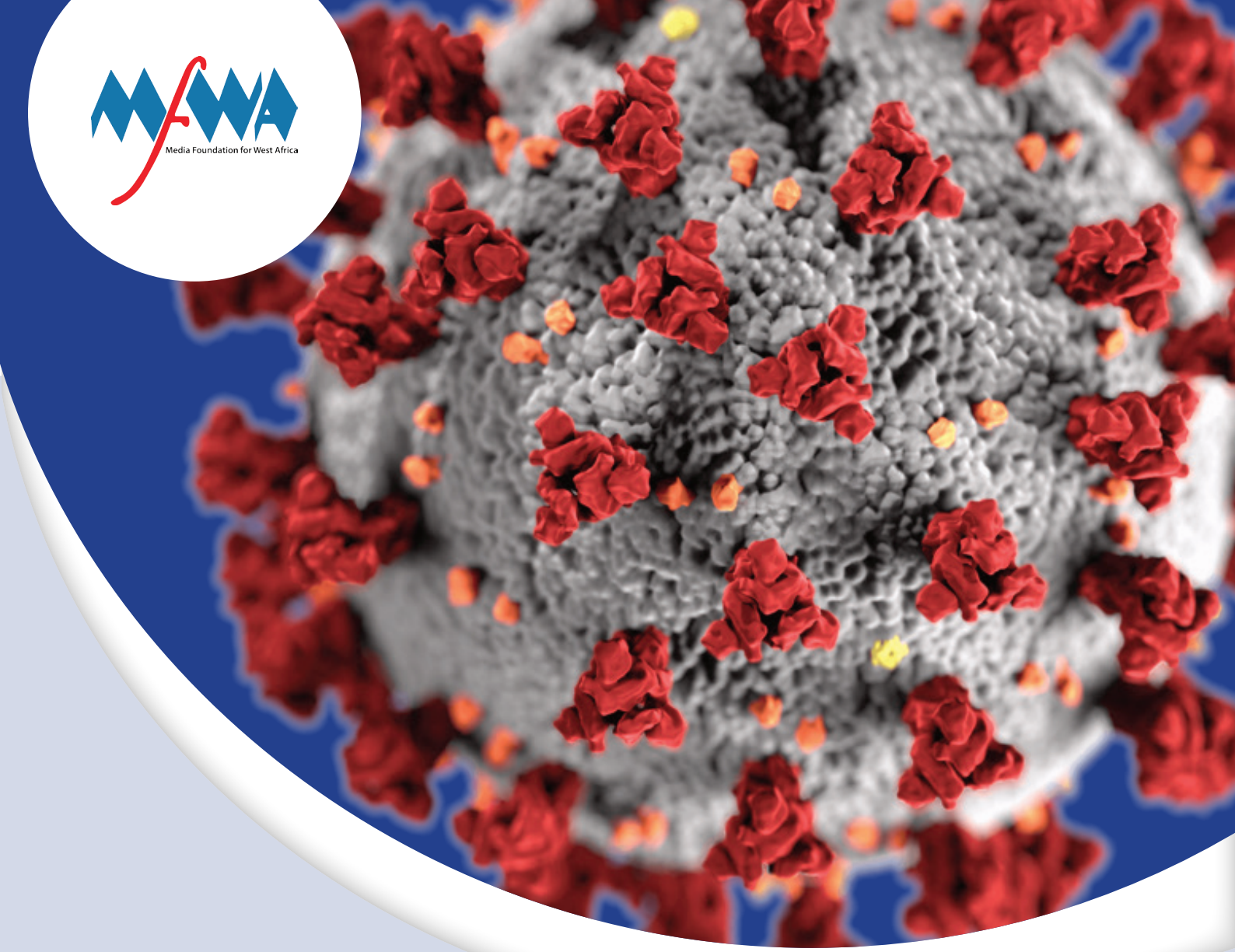


Les Médias et la COVID-19 en Afrique de l'Ouest

Cas du Cap-Vert

en partenariat avec

Introduction

A l'instar de plusieurs secteurs d'activités économiques, l'éruption de la pandémie de coronavirus à considérablement impacté l'industrie des médias au Cap-Vert. Alors que les médias jouent un rôle primordial dans la lutte contre la pandémie en fournissant des informations utiles à la population, elles continuent de faire face à des défis majeurs que leur impose la pandémie de COVID-19. Dans le but de mieux cerner l'impact du Coronavirus sur les médias, il est primordial d'évaluer les défis auxquels ils font face. Cette évaluation permettra de bâtir les fondations des connaissances empiriques, et permettront de proposer des solutions pertinentes pouvant permettre de promouvoir des organes de presse efficients et durables.

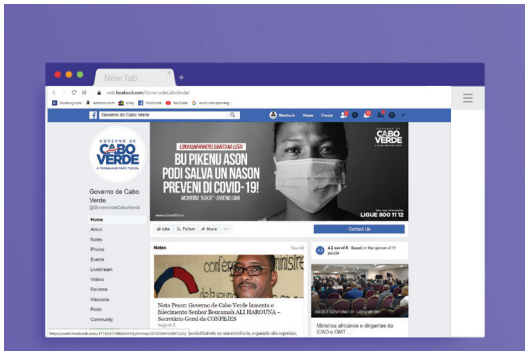
C'est dans cet ordre d'idée que la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA), en collaboration avec ses partenaires nationaux vise à produire des rapports mensuels mettant l'accent sur les défis émergents dans l'industrie des médias. Les rapports seront concentrés sur des axes majeurs qui ont le potentiel d'influencer la survie et la durabilité des médias, la pratique du journalisme professionnel, ainsi que la liberté d'expression et de la presse dans la région.

L'objectif des rapports mensuels consiste à partager les expériences et leçons retenues, et documenter l'état des médias en cette période de COVID-19 en Afrique de l'Ouest. Ces rapports visent aussi à fournir des informations empiriques ainsi qu'une meilleure compréhension du contexte locale afin d'informer et de guider les parties prenantes qui pourraient initier des programmes d'appuis à l'endroit des médias au niveau national et régional.

Le Cap-Vert a enregistré son premier cas de coronavirus le 20 mars 2020. Dès lors, la stratégie du gouvernement capverdien pour combattre la COVID-19 était basée sur le confinement, la distanciation sociale, l'amélioration de l'hygiène personnelle et sociale et la recherche des contacts connus des personnes infectées. La mise en application de ces mesures a eu des implications sur l'environnement des médias et sur les opérations des organes de presse. Cependant, la levée de ces mesures restrictives dans le mois de juin n'a pas contribué à l'amélioration des conditions des médias qui n'ont toujours rien à se mettre sous la dent.

Le présent rapport examine la situation des médias au Cap-Vert pour le compte des mois d'avril, mai et juin. Le rapport prend en considération les axes majeurs suivants - la disponibilité et l'accessibilité de l'information ; le contexte juridique et politique ; la sécurité des journalistes ; la viabilité économique ; et l'appui aux médias. Le présent rapport est le produit d'une collaboration entre l'Association Syndicale des Journalistes du Cap-Vert (AJOC) et la Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest (MFWA).

Disponibilité et Accessibilité des Informations



page facebook officielle

En général, la majorité des journalistes interrogés dans le cadre de la réalisation du présent rapport ont déclaré que les informations sur la pandémie dans le pays sont accessibles, par la presse, par le site officiel COVID-19 au Cap-Vert, soit par des communications en ligne sur les réseaux sociaux des pages officielles du gouvernement (www.governo.cv ; https://www.facebook.com/GovernodeCaboVerde/).

En effet le gouvernement a procédé à la mise en place d'une

> *« Il est rare qu'il y ait une conférence de presse au cours de laquelle les données qui y sont présentées coïncident avec celles qui ont été précédemment présentées le matin dans le Bulletin épidémiologique quotidien. Il est évident que cela rend notre travail plus difficile et, à mon avis, pour le lecteur, cela crée un sentiment de méfiance et de discrédit par rapport aux journaux/radios/télévision parce qu'ils publient des données le matin qui sont ensuite contredites l'après-midi »*
>
> - André Amaral, l'hebdomadaire Expresso das Ilhas

stratégie de communication dans le contexte de la crise sanitaire. Ainsi, conformément à cette stratégie, les autorités ont opté une approche consistant à tenir des conférences de presse quotidiennes au palais du gouvernement pour informer les médias du scénario épidémiologique.

Le site web officiel www.covid19.cv a également été créé pour communiquer les données officielles du gouvernement sur la pandémie à savoir le nombre de cas positifs, de cas guéris, de décès, etc. Le gouvernement a aussi publié plusieurs numéros de téléphones des contacts officiels, que les journalistes devraient appeler pour des besoins de clarifications.

En dépit des mesures entreprises par le gouvernent, nombres de professionnels de la presse indiquent qu'il existe des obstacles qui limitent l'accès à l'information. La majeure partie de ces défis portent sur la difficulté d'accès aux sources d'information malgré l'existence des numéros de contact officiels joignables. Selon José António dos Reis Cardoso de la Rádio Televisão de Cabo Verde ***«dans certains cas les journalistes rencontrent des difficultés pour contacter les sources officielles pour des éclaircissements sur la maladie ou les mesures politiques adoptées».***

Certains journalistes ont également attiré l'attention sur le fait que les sources officielles sont centrées dans la ville de Praia. En raison de cette centralisation de l'information, les journalistes vivant sur d'autres îles dans le pays ont du mal à accéder aux sources officielles y compris les conférences de presse, les communications officielles du gouvernement, ainsi que diverses autres informations relatives aux mesures prises par les autorités. Avec 9 îles habitées, la condition archipélagique a fini par conditionner l'accès à l'information.

> ***«Il est incompréhensible pour moi que des journalistes de tout le pays ne soient pas autorisés à participer à ces conférences de presse (quotidiennes). Il n'y a même pas de justification technique, parce que permettre cette participation ne nécessitait rien de plus qu'une connexion internet - et nous savons tous comment l'utilisation de la vidéoconférence a été normalisée»,***
> s'interroge Kim-Zé Brito, journaliste sur l'île de São Vicente.

Plusieurs journalistes ont également souligné le fait que le site internet officiel du gouvernement sur la COVID-19 n'est pas toujours mis à jour à temps ; ce qui influence sur l'accès à l'information en temps opportun. Cette situation a également occasionné une non-uniformité des statistiques épidémiologiques au niveau des médias.

> ***«Il est rare qu'il y ait une conférence de presse au cours de laquelle les données qui y sont présentées coïncident avec celles qui ont été précédemment présentées le matin dans le Bulletin épidémiologique quotidien. Il est évident que cela rend notre travail plus difficile et, à mon avis, pour le lecteur, cela crée un sentiment de méfiance et de discrédit par rapport aux journaux/radios/télévision parce qu'ils publient des données le matin qui sont ensuite contredites l'après-midi»***

selon André Amaral, l'hebdomadaire Expresso das Ilhas.

Un autre problème a été souligné : le manque de volonté des acteurs en termes de réponses sur la COVID-19 de parler aux journalistes, limitant la communication officielle du gouvernement à la conférence de presse quotidienne, où toutes les questions n'ont pas été posées par les journalistes présents et où les journalistes des autres îles ont été empêchés de poser leurs questions.

«Les journalistes sont largement limités au bulletin quotidien (du Covid-19), qui ne fournit pas d'informations complètes et détaillées. Les informations de dernière minute et urgentes ne peuvent être obtenues» - Natalina Andrade - Semanário A NAÇÃO.

Du côté de la technologie, le faible niveau de qualité de l'internet, notamment pour l'enregistrement des appels vidéo/interviews sur les plateformes numériques, a été considéré comme un obstacle au travail journalistique. Depuis le début de la crise sanitaire, les dépenses en relation avec la communication et l'Internet sont montées en flèche suite au télétravail. Un forfait de 8 000 mégaoctets par mois sur un téléphone portable coûte 1 200 escudos et un simple forfait internet illimité à domicile peut atteindre près de 6 000 escudos capverdiens. Selon Fernando Ortet – du journal A NAÇÃO ***«Les coûts des communications et de l'Internet sont devenus cinq fois plus élevés avec le télétravail, tant en termes d'utilisation du téléphone portable que d'accès à internet»***.

Contexte juridique et politique

Plusieurs journalistes ont souligné l'existence des lois ou des règlements qui peuvent limiter l'accès aux informations sur la COVID-19. Ils ont souligné les lois de criminalisation et les menaces qui pèsent sur les professionnels. En particulier, le communiqué du gouvernement du 23 mars a averti que les plateformes d'information qui publient des informations "fausses" peuvent être "tenus pénalement responsables".

Les journalistes ont déclaré que ce nouveau "décret", entrave leur travail, et qu'ils sont "sous la menace" de poursuites judiciaires s'ils publient de fausses informations "fake news", ou des informations non confirmées par lesdites sources officielles.

«Ce décret-communication du gouvernement, à mon avis, et comme le condamne l'AJOC, a fini par conditionner le travail des journalistes. Le gouvernement a menacé les journalistes de poursuites judiciaires s'ils écrivaient de fausses nouvelles non-confirmées par les sources officielles.»
- Gisela Coelho A NAÇÃO.

La moitié des journalistes interrogé dans le cadre de cette évaluation considèrent qu'il y a une pratique de l'autocensure au sein des médias au Cap-Vert. Cette pratique se justifie par la crainte des journalistes d'être perçus comme bloquant l'unité nationale qui est demandée dans la lutte contre la COVID-19. Selon Carlos Santos – Journaliste a RTC - Président de AJOC ***«l'autocensure a été signalée dans plusieurs rapports internationaux comme un grave problème de journalisme et de liberté de la presse au Cap-Vert».***

Dans le contexte de la COVID-19, les hommes de presse font face à quelques défis qui favorisent la pratique de l'autocensure. Selon André Amaral - hebdomadaire Expresso das Ilhas, ***«La non-divulgation, par décision de la Commission Nationale de Protection des Données, des informations sur les cas positifs est un bon exemple de ces limitations».***

Cette limitation finit par entraver le travail des journalistes et empêche une diffusion plus claire de l'information.

André Amaral souligne également ***«aucun journaliste, je crois, ne veut connaître le nom et l'adresse de la personne infectée. Mais je pense que la divulgation des quartiers où il y a des cas pourrait être importante, même dans la perspective de prévenir la propagation de la maladie»*** - hebdomadaire Expresso das Ilhas.

Sécurité des journalistes

Depuis l'éruption de la pandémie, aucun cas d'attaques verbales ou physiques, par SMS, appels téléphoniques, insultes à l'encontre de journalistes et de la presse n'a été enregistré. Cependant une minorité de journalistes considère les propos du gouvernement sur les poursuites judiciaires en cas de dissémination de fausses nouvelles comme une menace à la liberté de la presse.

«Le communiqué du gouvernement du Cap-Vert envoyé aux médias, avertissant que les journalistes/médias qui publient de fausses nouvelles, qui ne sont pas confirmées par les sources officielles du gouvernement, constituent, à mon avis, une menace pour la liberté de la presse»
- Daniel Almeida Jornal A NAÇÃO.

Sur le plan sanitaire en général, des masques et du gel à l'alcool sont disponibles, et les équipes se relaient pour réduire de moitié le nombre de journalistes dans les salles de rédaction. Depuis mars, certaines salles de rédaction ont adopté un plan de prévention, avec une division des équipes, le nettoyage plus fréquent des locaux, la distanciation sociale. Le protocole en vigueur impose des mesures d'hygiène à tous les employés et a restreint l'accès des visiteurs aux locaux.

Certains organes ont distribué des équipements de protection individuelle à tous les employés, y compris des masques et des visières, et certains ont insisté sur l'utilisation de séparateurs en acrylique dans les endroits où il est plus difficile d'assurer la distance sociale, notamment sur les radios.

L'utilisation de masques est obligatoire à toutes les sorties de travail sur le terrain, les journalistes adoptant des mesures d'hygiène par rapport aux microphones. Dans le cas de la télévision, les dispositions ont été adaptées pour maintenir la distance sociale.

De nombreuses entreprises ont renforcé le transport de journalistes et de reporters afin de réduire le risque de propagation dans l'utilisation des transports publics.

Cependant, il y a eu quelques représentations d'organes sur d'autres îles en dehors de la capitale où, par exemple, la société publique de médias n'a fourni ni des masques, ni de gels, ni des gants en plastique. ***«De l'administration central de la télévision publique (TCV), nous ne recevons que des recommandations de sécurité. C'est le service national de protection civile de l'île de Boa Vista qui a offert des masques pour l'équipe (journaliste et reporter d'images). Nous avons acheté les gants avec notre argent»*** souligne Arieta Barros de la TCV/ Ile Boavista.

Viabilité économique des médias

La COVID-19 a porté un coup majeur aux finances de la plupart des médias, en particulier les journaux en ligne et imprimés. Dans les mois d'avril et mai, les médias ont vu leurs recettes publicitaires réduites de façon drastique. Selon Fernando Ortet – de A NAÇÃO, une des entreprises de presse majeur au Cap-Vert, ***«la COVID-19 a eu un impact dévastateur sur la viabilité économique de notre média puisqu'elle a entraîné une baisse de 56% des recettes habituelles qui ne provenaient pas seulement de la vente et distribution de l'hebdomadaire en version papier (imprimé) mais aussi la commercialisation d'espaces dédiés aux annonces, aux publicités et aux publi-reportages, entre autres».***

Malgré que les entreprises de presse fassent face à une baisse significative des recettes publicitaires, les radios sont obligées de diffuser gratuitement les publicités institutionnelles non payées envoyées par le gouvernement en vertu de la loi 70/VII/2010, du 16 août. Cette loi stipule à l'article 34

«dans les cas d'urgences ou de menaces pour l'indépendance nationale, la santé publique, la sécurité des citoyens, la protection de l'économie nationale ou dans d'autres situations qui justifient la nécessité d'une information officielle, rapide et généralisée, les organes souverains peuvent recourir à la publication d'avis officiels».

Les organes ont également dû augmenter certaines dépenses, principalement celles liées à la sécurité des journalistes et autres travailleurs et à la création de conditions pour la mise en place du télétravail.

Face à ce scénario, l'entreprise de presse A NAÇÃO par exemple a dû faire un prêt bancaire pour faire face à ses responsabilités financières. Selon Fernando Ortet ***«La société a dû recourir à un prêt bancaire pour honorer ses principaux engagements financiers en matière de personnel et employés, à savoir les salaires, la sécurité sociale et les impôts pour le mois de mai dernier. Sans ce financement bancaire, il serait impossible d'assumer ces engagements dans leur intégralité et dans les délais prévus. Il serait également impossible de garder les 31 ouvriers et employés».***

La plupart des sites d'information en ligne ont conservé leurs méthodes habituelles de publication des nouvelles. Certains ont suspendu des partenaires des agences de presse qui fournissaient des informations à mettre sur le site, en raison de difficultés à honorer leurs engagements. Domingos Cardoso du Magazine Santiago s'exprime sur la question ***«en raison de problèmes financiers, nous avons dû suspendre notre partenariat avec l'agence LUSA».***

Ces difficultés financières auxquelles les médias sont confrontés n'ont connu qu'une légère amélioration suite à l'assouplissement des mesures restrictives visant à limiter la propagation de la pandémie. Cependant l'impact du choc financier reste toujours d'actualité.

«Il y a eu une légère amélioration par rapport à mai, mais la baisse cumulée aura un fort impact sur la possibilité de faire des investissements en ressources humaines (amélioration des conditions salariales, ou nouveaux recrutements) ou en ressources matérielles» - Lígia Pinto - Administratrice de l'hebdomadaire Expresso das Ilhas.

Concernant le mode opératoire, la plupart des organisations, qu'elles soient en ligne, dans la presse écrite, à la radio ou à la télévision, ont misés sur l'organisation par équipes (système de rotation par groupe pour réduire le nombre de personnes dans les rédactions) ou le travail à distance.

Mais, par exemple, dans le cas du journal imprimé le plus lu pays, qui au début de la pandémie était focalisé sur l'édition imprimée, a dû mettre l´accent sur l'édition en ligne avec toutes les implications qui en découlent tant au niveau opérationnel, tant en termes de production que de publication plus rapide des nouvelles et d'autres contenus.

Dans la plupart des cas, pour les entreprises, notamment privées, qui constituent le plus grand nombre de médias du pays, la principale difficulté est liée au manque de ressources financières pour les aider à assumer leur charge pendant la période de pandémie.

En dépit de la levée des mesures restrictives, les difficultés financières continuent d'être la principale contrainte pour les entreprises de médias privées au cours du mois de juin, avec des répercussions sur les salaires.

Pour certaines radios, à ce jour, après plus de deux mois de confinement, elles assurent que le plus difficile est de payer des tiers pour les services de base et essentielles fournis.

«Pendant la pandémie, la difficulté financière l'emporte sur toutes les autres difficultés. Jusqu'à présent, il est difficile de payer des tiers pour les services de base et essentiels fournis. Les professionnels n'ont pas non plus reçu 100% de leur salaire» - Angélica Vaz – Rádio Comercial.

La consommation de contenus numériques et multimédias est devenue pratiquement obligatoire, et c'est pourquoi l'amélioration et la diversification des contenus en ligne sont également considérées comme une opportunité. Tirer profit de ces opportunités, implique des investissements dans les plateformes numériques et l'acquisition d'équipements à la hauteur de ces défis. Il s'agit également de recycler des journalistes, des techniciens et d'autres employés de l'entreprise. Cependant, la crise sanitaire a selon Lígia Pinto du Journal Expresso das Ilhas ***«occasionné une forte baisse des recettes avec un fort impact sur la possibilité d'investir dans les ressources humaines (amélioration des conditions salariales, ou nouveaux recrutements) ou matérielles à court/moyen terme».***

Appui aux médias

Formation en ligne pour les journalistes

Au Cap-Vert, l'État n'a accordé aucun soutien direct aux entreprises de médias. Tous les médias consultés ont fait part du fait qu'il n'y ait pas de soutien direct aux entreprises de presse. On registre une diminution des annonces payées par le gouvernement et autorités officiels. Une des exceptions est l'hebdomadaire Expresso das Ilhas qui a reçu en Juin le soutien de Google, par le biais du Fonds d'aide d'urgence au journalisme pour les organisations qui produisent des nouvelles locales.

Lors de la période de pandémie depuis le 29 mars, deux formations en ligne pour les journalistes ont été organisées dans le cadre du travail sur la pandémie. L'une a été organisée par l'UNESCO à Dakar et l'autre par l'ambassade des États-Unis. Tous deux en partenariat avec l'AJOC.

Conclusion

En cette période inédite, la presse capverdienne a joué un rôle essentiel en apportant à temps des informations crédibles à la population. Cependant, malgré le rôle clé qu'elle joue, la crise sanitaire actuelle lui impose des défis qui menacent sa viabilité sur le long terme. Les défis majeurs auxquelles les organes de presse font face en cette période sont entre autres :

1- La difficulté pour les hommes de presse situé sur d'autres îles outre celles de la Capitale Praia d'accéder ou de contacter les sources officielles d'informations ;
2- La mauvaise qualité et le coût élevé des services de télécommunication dans le pays qui limite le travail des journalistes contrains au télétravail ;
3- La sensation d'une menace constante qui plane au-dessus des professionnels des médias sous forme d'une épée de Damoclès qui les restreint dans leurs traitements de l'informations et qui a accentué l'autocensure ;
4- Les difficultés financières des organes de presse et le manque d'appui de la part du gouvernement pour assister les médias en ces temps durs.

Face à ces défis, il est essentiel que le gouvernement prenne des mesures significatives afin d'assister les médias. Dans cette ordre idée, il serait important que le gouvernement :

1- Adopte des politiques facilitant l'accès aux sources d'information pouvant donc permettre aux médias de vérifier leurs informations et d'éviter la propagation des informations non-vérifiées ;
2- Adopte des politiques favorisant la diminution du coût des services de télécommunication. Une approche pourrait être la réduction des taxes des entreprises de télécommunication ;
3- Mette en place des mesures d'assistance financière a l'endroit des médias en leurs accordant des subventions, et en reduisant leurs charges fiscales.